

Collaboration entre les institutions communautaires et le dispositif cantonal de vaccination (Vaud)

Préambule

Sur mandat de la Direction Générale de la Santé (DGS) et de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), le développement du dispositif cantonal de vaccination a été confié à la Task Force vaccination COVID (TF). Il a nécessité le déploiement de moyens extraordinaires provenant de nombreux acteurs des secteurs publique et privé. Les ressources prioritaires ont été attribuées aux personnes vulnérables vivant en institutions communautaires. Pour ce faire, la TF a dirigé ses premiers efforts dans la création des équipes mobiles de vaccination (EMV). Suite à une phase pilote où plusieurs ajustements ont été implémentés, les EMV sont désormais amenées à monter en puissance.

Les premières expériences ont démontré qu'il est primordial d'adapter l'organisation en amont en tenant compte des caractéristiques propres à chaque environnement. Différentes questions concernant le rôle des différents intervenants dans les institutions ont été soulevées. L'enthousiasme montré par la grande majorité des établissements et l'accueil chaleureux offert aux EMV sont des éléments très encourageants. Une collaboration fructueuse entre les EMV, sous la supervision des experts nommés par la TF, et les institutions communautaires est nécessaire pour assurer des prestations de qualité.

L'intervention des EMV implique l'application de différentes étapes standardisées selon les recommandations de Swissmedic et de la TF. Ces dernières ont été adaptées pour une application en milieu communautaire afin d'assurer une optimisation des processus dans les établissements médico-sociaux et des autres lieux de vie communautaires en garantissant une sécurité et une traçabilité des personnes vaccinées. Afin de clarifier certains points-charnières, la procédure spécifique aux EMV vous est mise à disposition (annexe 1).

Dès lors, les institutions et les faîtières concernées faisant appel au dispositif de vaccination mobile sont invitées à se référer aux modalités de collaboration. L'expérience de la pandémie nous a démontré que les recommandations doivent s'adapter en fonction de l'évolution de l'épidémie dans le canton, des nouvelles données scientifiques basées sur des preuves, de l'éthique et des directives institutionnelles (OFSP, DGS, DGCS, Swissmedic).

Les modalités de collaboration

1. Les EMV sont composées de personnel soignant et non-soignant avec des compétences reconnues et validées par le Médecin Cantonal. Ce personnel a été formé spécifiquement pour la vaccination anti-COVID-19 sous la supervision d'un groupe d'experts composé de formateurs cadres au sein d'Unisanté et du CHUV. **Les infirmier·ère·s et les préparateur·rice·s des EMV sont les seul·e·s aptes et autorisé·e·s à procéder à la reconstitution des vaccins avant son administration (pour le vaccin Pfizer/BioNtech).** Les infirmier·ère·s et les vaccinateur·rice·s sont certifié·e·s à effectuer l'injection du vaccin suite à une anamnèse brève mais détaillée selon une liste de contrôle spécifique EMV (annexe 2). La contribution du personnel de l'établissement est prioritairement nécessaire dans l'accompagnement et la surveillance médicale des résident·e·s après la vaccination et dans la gestion d'effets secondaires immédiats par le·la médecin référent·e de l'institution. Si l'infirmier·ère de l'EMV et la personne de référence de l'établissement le jugent nécessaire (par exemple : trop grand nombre de personnes à vacciner), un soutien en personnel disponible pour participer conjointement à la vaccination, **moyennant une formation brève par l'infirmier·ère de l'EMV**, peut être requise. En effet, afin de garder une fluidité administrative satisfaisante, **un administrateur·trice de l'EMV ne peut fonctionner qu'avec deux vaccinateur·trice·s au maximum.**
2. La direction de l'institution faisant appel à l'EMV doit s'assurer de remplir les prérequis organisationnels exigés par le dispositif (cf. courriel de la DGCS daté du 07.01.2021). En outre, elle doit garantir la mise à disposition d'un personnel soignant (par exemple un infirmier référent) afin de soutenir l'EMV en cas de difficultés rencontrées avec un·e résident·e de l'établissement. Elle assure également la présence de procédures d'urgences (valise d'urgence) pour les candidat·e·s à la vaccination, ainsi que la présence physique de leur médecin référent qui détient la responsabilité médicale des résident·e·s de l'établissement durant tout le processus de vaccination.
3. Les données administratives requises pour l'inscription des personnes à vacciner doivent être communiquées à la centrale de coordination des EMV dans les délais convenus afin de permettre un processus formel efficace. Les données médicales concernant les allergies sévères sont nécessaires pour les résident·e·s qui désirent se faire vacciner. Celles-ci ne sont pas nécessaires pour le personnel de l'établissement à qui les questions seront posées sur place pour des raisons de confidentialités vis-à-vis de leur hiérarchie. Le consentement oral doit être consigné

dans le dossier médical du-de la résident-e. Si le-la résident-e ne présente pas de capacité de discernement, la décision partagée sera discutée avec le représentant légal.

4. Le jour de la vaccination, l'infirmier-ère de l'EMV, après visite des lieux et consultation avec la direction de l'établissement, propose une organisation du processus de vaccination adaptée à chaque situation. En cas de désaccord significatif, il-elle se réfère aux responsables médicaux de l'EMV pour décider de la suite à donner.
5. Si une institution communautaire estime que des adaptations organisationnelles sont absolument nécessaires pour la réalisation de la vaccination, sa direction informe la centrale de coordination en préalable et en justifie les motifs. La possibilité de personnaliser une intervention n'est pas garantie et dépend des ressources et des implications cliniques potentielles.
6. En cas de problèmes majeurs rencontrés par l'EMV, la Task Force se réserve le droit de se retirer temporairement et, après discussion avec l'institution communautaires concernée, de reporter la vaccination jusqu'à la mise en place des facteurs essentiels.

Pierre Hirt

Directeur DIRHEB

Pr Blaise Genton

Médecin responsable du dispositif
cantonal de vaccination



**Direction générale
de la cohésion sociale
(DGCS)**

Direction de
l'accompagnement et de
l'hébergement (DIRHEB)

BAP - Av. des Casernes 2
1014 Lausanne

unisanté



Notification par courriel, format PDF, sans signature manuscrite

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Processus vaccination EMV
- Annexe 2 : Liste de contrôle EMV